

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 95 — 40

**12 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement flamand
modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 1988
relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur**

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1^{er}, L, 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 1988 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 28 mars 1990, 12 juillet 1990, 21 novembre 1990 et 4 décembre 1991;

Vu l'avis du Comité consultatif flamand des centres de santé mentale, donné le 14 janvier 1993 et 10 février 1994;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 16 septembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 34, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 1988 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les centres de santé mentale agréés reçoivent annuellement pour leurs frais généraux de fonctionnement une subvention de F 460 000 comme montant de base. »

Art. 2. L'article 34, § 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Ce montant est majoré de :

F 1 600 pour chaque heure de prestation admise aux subventions par semaine au-dessus de la 130^e heure jusqu'à la 260^e heure incluse;

F 1 500 pour chaque heure de prestation admise aux subventions par semaine au-dessus de la 260^e heure jusqu'à la 390^e heure incluse;

F 1 400 pour chaque heure de prestation admise aux subventions par semaine au-dessus de la 390^e heure.

La subvention totale par centre s'élève au maximum à F 1 080 000.

Le montant de base et le plafond sont liés à l'indice des prix calculé et exprimé pour l'application de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, la limite étant fixée à 75 % de cet indice. »

Art. 3. L'article 34, § 4, premier alinéa, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le montant de base visé au § 1^{er} est majoré de surcroît d'une subvention spéciale de fonctionnement de F 10 000 par membre du personnel agréé et admis aux subventions équivalent à temps plein, qui est chargé des fonctions visées à l'article 12, § 1^{er}, a), b) et c), et § 2, de l'arrêté précité. Cette subvention est destinée à la formation des membres du personnel, notamment en matière d'aptitude relationnelle et de vécu sexuel. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1994.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant les établissements de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget,
des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEËSTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 41

[S—C — 29503]

**23 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions auxquelles
doivent répondre les gardien(ne)s à domicile et les directeur(rice)s de maisons d'enfants ainsi que les
modalités de la surveillance médicale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et notamment les articles 2 et 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s d'enfants à domicile, ainsi que les modalités de la surveillance médicale de ces enfants;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, paragraphe 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 13 juin 1994;
 Sur la proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;
 Vu la délibération du Gouvernement du 5 septembre 1994.

Arrête :

TITRE Ier. — Champ d'application et définition

Article 1er. Le présent arrêté s'applique :

- 1° aux gardien(ne)s non subsidié(e)s mais surveillé(e)s par l'O.N.E., ci-après dénommé(e)s « gardien(ne)s »;
- 2° aux directeur(rice)s de maisons d'enfants, ci-après dénommé(e)s « les directeur(rice)s »;
- 3° aux gardien(ne)s à titre gratuit, ci-après dénommé(e)s « gardien(ne)s à titre gratuit ».

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° gardien(ne) : toute personne qui assure, de jour ou de nuit à son domicile ou à l'endroit où elle réside habituellement, la garde d'enfants âgés de moins de sept ans, moyennant rémunération, surveillée et contrôlée mais non subsidiée par l'O.N.E.;

2° maison d'enfants : tout milieu de garde de neuf enfants ou plus de jour ou de nuit âgés de moins de sept ans, créé par une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public, moyennant rémunération et dont l'organisation et le personnel sont surveillés mais non subsidiés par l'O.N.E.;

3° gardien(ne) à titre gratuit : toute personne contrôlée par l'O.N.E. qui assure gratuitement à son domicile ou à l'endroit où elle réside habituellement la garde d'enfants âgés de moins de sept ans à l'exception des gardes occasionnelles et des placements familiaux jusqu'au quatrième degré.

TITRE II. — Dispositions communes aux gardien(ne)s et aux directeur(rice)s de maisons d'enfants

CHAPITRE Ier. — Principes

Art. 3. En application de l'article 5 du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, toute personne qui désire garder des enfants doit en faire la demande à l'O.N.E. ou à la consultation de nourrissons agréée par l'O.N.E. ou à un service analogue agréé ou créé par l'O.N.E.

Art. 4. Elle doit disposer d'une infrastructure approuvée par la consultation de nourrissons.

Elle doit satisfaire aux exigences du service de lutte contre l'incendie telles que prévues par les règlements en matière de prévention et d'incendie.

Art. 5. Toute personne assurant la garde d'enfants est soumise à la surveillance de l'O.N.E..

CHAPITRE II. — Conditions

Art. 6. § 1er. Tout(e) gardien(ne) et tout(e) directeur(rice) de maison d'enfants doivent satisfaire aux exigences suivantes :

1° être âgé(e) de 21 ans au moins et de 65 ans au plus et justifier d'une formation et/ou d'une expérience utile selon des critères, qui seront appréciés au cas par cas par l'O.N.E.;

2° n'exercer aucune autre activité professionnelle incompatible avec la garde d'enfants ou la rendant indisponible pendant les heures d'ouverture du milieu d'accueil;

3° produire un certificat de bonne vie et moeurs destiné à une administration publique relatif à chacune des personnes âgées de plus de 18 ans faisant partie de son ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés;

4° tenir à la disposition de l'O.N.E. dans le dossier prévu à l'article 16 du présent arrêté ou fournir à l'O.N.E. conformément à l'article 18 du présent arrêté :

a) la preuve d'absence d'affection pulmonaire contagieuse suivant les modalités fixées par l'O.N.E., dans son chef et dans celui des personnes faisant partie du ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés;

b) la preuve qu'elle-même et les membres féminins en âge de procréer faisant partie de son ménage et/ou appelés à être en contact fréquent avec les enfants gardés sont immunisés contre la rubéole;

c) un certificat médical établi suivant le modèle défini par l'O.N.E., attestant que son état de santé physique et psychique et celui des personnes faisant partie de son ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés, est exempt de danger pour ceux-ci.

Le (la) gardien(ne) ou le (la) directeur(rice) de maison d'enfants est tenu(e) de signaler spontanément toute modification de son état de santé et de celui des membres de son entourage;

d) la preuve que ses propres enfants de moins de sept ans sont vaccinés selon le schéma déterminé par l'O.N.E.;

5° faire garantir sa responsabilité civile tant pour lui-même (elle-même) que pour les personnes dont il (elle) doit répondre par une assurance en responsabilité civile et professionnelle;

6° prendre l'engagement d'autoriser les agents dûment mandatés par l'O.N.E. à pénétrer à tout moment durant les heures d'ouverture dans les locaux où s'exerce habituellement l'accueil des enfants.

§ 2. Si le (la) gardien(ne) ou le (la) directeur(rice) de maison d'enfants à satisfait aux conditions du § 1 du présent article 6.

1° il (elle) doit obtenir l'avis favorable de la consultation de nourrissons agréée par l'O.N.E. ou d'un service analogue agréé ou créé par l'Office et exerçant son activité sur le territoire de la commune du lieu de garde.

Cet avis est donné sur base d'une enquête sociale circonstanciée donnant lieu à la rédaction d'un rapport écrit;

2° il (elle) doit obtenir du Collège des Bourgmestre et Echevins l'autorisation prévue à l'article 5 du décret précité.

Les décisions de refus d'autorisation émanant du Collège sont spécialement motivées.

En cas de refus ou passé un délai de deux mois, le demandeur peut présenter une requête de médiation auprès de l'O.N.E.;

3° préalablement à l'autorisation prévue au point 2 du présent article, la consultation de nourrissons peut émettre un avis provisoire pour une durée probatoire d'activité de six mois pour autant que le Collège des Bourgmestre et Echevins ait marqué un accord de principe sur cette procédure.

Passé ce délai, la demande d'autorisation visée au point 2 du présent article doit être introduite.

CHAPITRE III. — *Capacité d'accueil*

Art. 7. La capacité d'accueil est fixée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sur avis conforme émis par la consultation des nourrissons agréée par l'O.N.E. ou par un service analogue agréé ou créé par l'O.N.E. sur base de la réglementation déterminée par l'Office.

CHAPITRE IV. — *Surveillance médicale*

Art. 8. 1^o Lorsqu'un enfant est confié en garde, les parents fournissent au (à la) gardien(ne) ou au (à la) directeur(rice) de la maison d'enfants un certificat spécifiant que l'enfant ne présente aucun danger pour la santé des autres enfants gardés et indiquant les vaccinations subies.

2^o Tout enfant en garde doit obligatoirement être vacciné selon le schéma déterminé par l'O.N.E. Ces vaccinations sont pratiquées par le médecin de la consultation de nourrissons ou par un médecin choisi par les parents.

Si le médecin de l'enfant estime qu'un vaccin préconisé par l'O.N.E. est inopportun pour des raisons personnelles à l'enfant, il en est fait mention sur le certificat prévu à l'alinéa précédent.

3^o Sans préjudice de l'application du principe du libre choix du médecin traitant qui peut être exercé à tout moment par les parents, le (la) gardien(ne) ou le (la) directeur(rice) de maison d'enfants doit présenter l'enfant à la consultation de nourrissons agréée par l'O.N.E. ou au service analogue agréé ou créé par l'O.N.E., éventuellement accompagné(e) des parents si ceux-ci en manifestent la volonté.

Le carnet de suivi médical de l'enfant doit toujours accompagner l'enfant.

Art. 9. Le médecin de la consultation de nourrissons agréée par l'O.N.E. ou du service analogue agréé ou créé par l'O.N.E. peut exiger, à tout moment, que le (la) gardien(ne) ou le (la) directeur(rice) d'une maison d'enfants et chacune des personnes appelées à être en contact avec les enfants gardés, se soumettent à tout examen médical qu'il estime nécessaire.

Le même pouvoir peut être attribué à un médecin désigné par l'O.N.E.

Art. 10. Le (la) gardien(ne) ou le (la) directeur(rice) d'une maison d'enfants peut accepter un enfant malade à la condition qu'un certificat médical obligatoirement établi suivant le modèle de l'O.N.E. atteste qu'il n'est pas source de danger pour les autres enfants gardés.

Art. 11. L'accueil de tout enfant présentant des problèmes psychologiques, médicaux ou sociaux graves et nécessitant une surveillance particulièrement attentive est subordonné à l'accord préalable de la consultation agréée par l'O.N.E. ou au service analogue agréé ou créé par l'O.N.E. qui assure la surveillance du (de la) gardien(ne).

Cet accord est donné en fonction :

1^o de la connaissance de la nature du handicap, sur la base du rapport du médecin traitant ou de la personne assurant la surveillance et le traitement du handicap de l'enfant;

2^o de l'aptitude du (de la) gardien(ne) à prendre en charge un enfant handicapé. Cette aptitude est appréciée par le médecin et le travailleur médico-social de la consultation de nourrissons agréée par l'O.N.E. ou du service analogue agréé ou créé par l'O.N.E.

Le même pouvoir peut être attribué à un médecin désigné par l'O.N.E.

CHAPITRE V. — *Modification et fermeture*

Art. 12. Tout(e) gardien(ne) ou directeur(rice) d'une maison d'enfants doit préalablement avertir par écrit l'O.N.E. de tout déménagement, toute modification aux locaux, toute reprise par une autre personne, tout changement généralement quelconque dans les conditions d'accueil et de toute fermeture.

CHAPITRE VI. — *Règlement d'ordre intérieur*

Art. 13. Le (la) gardien(ne) ou le (la) directeur(rice) doit rédiger un règlement d'ordre intérieur conformément aux critères définis par l'O.N.E.

Il doit être visé par les parents au moment de l'inscription de l'enfant.

CHAPITRE VII. — *Formation*

Art. 14. Le Gouvernement charge l'O.N.E. de fixer des critères de formation de base et/ou en cours d'emploi.

CHAPITRE VIII. — *Evaluation*

Art. 15. L'évaluation faite par la consultation de nourrissons porte sur les conditions d'accueil, notamment l'épanouissement physique, psychique et social des enfants et ce en tenant compte de l'attente des parents.

TITRE III. — *Dispositions relatives aux gardien(ne)s*

Art. 16. Le (la) gardien(ne) doit tenir à la disposition de l'O.N.E., au siège de son activité, un dossier contenant les documents requis par les articles 6 (3 - 4 - 5) et 13 du présent arrêté.

Il (elle) est tenu(e) de les faire viser par le médecin ou le travailleur médico-social de l'O.N.E.

Ces documents doivent être gardés pendant toute la durée de l'activité du (de la) gardien(ne) conformément aux modalités pratiques fixées par l'O.N.E.

Le non-respect des dispositions contenues aux deux alinéas précédents doit contraindre la consultation de nourrissons à émettre un avis défavorable auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins après un ultime délai de mise en ordre de dix jours.

En cas de cessation d'activité, ces documents doivent être transmis à l'O.N.E.

Art. 17. Nombre d'enfants.

Le nombre d'enfants de moins de sept ans présents chez le (la) gardien(ne) ne peut excéder trois, en ce compris ses propres enfants de moins de trois ans.

Une dérogation pour un quatrième et/ou un cinquième enfant dûment motivée par la consultation des nourrissons peut être octroyée dans des situations exceptionnelles et dans la mesure où la qualité de l'accueil est sauvegardée.

Dans ces cas, et dans le respect des formes décrites à l'article 22 du présent arrêté, le (la) gardien(ne) doit bénéficier d'une aide à certains moments de la journée.

Ces moments sont fixés en concertation avec la consultation de nourrissons précitée et doivent figurer au règlement d'ordre intérieur.

L'O.N.E. peut, par voie de règlement, déterminer les modalités pratiques d'application du premier alinéa.

TITRE IV. — Dispositions particulières relatives aux directeur(rice)s de maisons d'enfants

CHAPITRE Ier. — Documents

Art. 18. Avant l'avis émis par la consultation de nourrissons au Collège des Bourgmestre et Echevins, le (la) directeur(rice) doit transmettre à l'O.N.E. les documents requis par les articles 6 (3 — 4 — 5), 13, 21 (3), 22, 23 et 24 du présent arrêté.

En cours d'activité, le double de ces documents et tout nouveau document sont tenus à la disposition de l'O.N.E. par le (la) directeur(rice) au siège de son activité et ce durant toute son activité.

Il (elle) est tenu(e) de les faire viser par le médecin ou le travailleur médico-social de l'O.N.E.

Le non-respect des dispositions contenues aux alinéas 1. et 2. doit contraindre la consultation de nourrissons à émettre un avis défavorable auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins après un délai de mise en ordre de dix jours.

En cas de cessation d'activité, les documents qui ne sont pas encore en possession de l'O.N.E. doivent lui être transmis.

CHAPITRE II. — Nombre d'enfants

Art. 19. Le nombre maximum d'enfants âgés de moins de sept ans ne peut dépasser 24.

Il peut toutefois être dérogé à ce maximum :

— pour les maisons d'enfants agréées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui ont une capacité supérieure à 24 places;

— pour les autres maisons d'enfants moyennant l'autorisation de l'O.N.E.;

CHAPITRE III. — Normes d'encadrement

Art. 20. L'encadrement des enfants au sein de la maison d'enfants est assuré par le personnel minimum suivant :

Pour une capacité de	9 enfants	2 personnes
	12 enfants	2,5 personnes
	15 enfants	3 personnes
	18 enfants	3,5 personnes
	21 enfants	4 personnes
	24 enfants	4,5 personnes

En cas de tranche entamée, le personnel requis pour l'encadrement des enfants est celui fixé pour la capacité immédiatement supérieure.

Même lorsque le nombre d'enfants présents est inférieur à 9, l'encadrement minimum requis est de 2 personnes.

Art. 21. Pour être engagé(e) par le (la) directeur(rice), le personnel recruté conformément à l'article 22 du présent arrêté, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être âgé(e) de 18 ans au moins et de 65 ans au plus et justifier d'une formation et/ou d'une expérience utile;

2° n'exercer aucune autre activité professionnelle incompatible avec la garde d'enfants;

3° fournir :

a) un certificat de bonne vie et moeurs destiné à une administration publique;

b) la preuve d'absence d'affection pulmonaire contagieuse suivant les modalités fixées par l'O.N.E.;

c) un certificat médical suivant le modèle établi par l'O.N.E., attestant que son état de santé physique et psychique est exempt de danger pour les enfants gardés.

Le (la) directeur(rice) est tenu(e) de signaler spontanément toute modification de l'état de santé de son personnel dont il (elle) a connaissance.

Tous ces documents doivent être contenus dans le dossier prévu à l'article 6 du présent arrêté;

d) la preuve que lui-même(elle-même) et que les membres féminins en âge de procréer appelés à être en contact fréquent avec les enfants gardés sont immunisés contre la rubéole.

Art. 22. Le Pouvoir organisateur est tenu de passer un contrat d'emploi ou de collaboration avec les membres de son personnel prévoyant au moins le temps de prestation.

Pour tout contrat autre que les contrats soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat d'emploi, la durée du préavis doit être mentionnée.

CHAPITRE III. — Maison d'enfants constituée par une personne morale

Art. 23. Les statuts ainsi que toute modification à ces statuts doivent être portés à la connaissance de l'O.N.E. conformément à l'article 18 du présent arrêté.

Art. 24. La personne morale désigne nommément parmi le personnel, une personne physique responsable de la gestion quotidienne de la maison d'enfant.

Cette désignation par l'organe compétent est portée à la connaissance de l'O.N.E. conformément à l'article 18 du présent arrêté.

Art. 25. Lorsque la maison d'enfants est intégrée dans un complexe social, éducatif, scolaire, hospitalier, administratif, industriel ou commercial, elle doit être gérée comme une entité distincte.

TITRE V. — Dispositions relatives aux gardien(ne)s à titre gratuit

Art. 26. Le (la) gardien(ne) à titre gratuit doit satisfaire aux conditions fixées par l'alinéa 2 de l'article 5 du décret précité à savoir :

— faire une déclaration préalable à la consultation de nourrissons;

— suivre les prescriptions fixées en concertation avec le travailleur médico-social et le médecin de la consultation des nourrissons agréé par l'O.N.E. ou du service analogue agréé ou créé par l'O.N.E.

TITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 27. Les gardien(ne)s ou directeur(rice)s de maisons d'enfant qui satisfont aux conditions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s d'enfants à domicile ainsi que les modalités de la surveillance médicale des enfants, disposent d'un délai de un an à partir du jour de la publication du présent arrêté et au maximum par le départ naturel des enfants pour satisfaire aux conditions du présent arrêté.

Pour ce qui concerne les critères de formation et/ou d'expérience utile prévus à l'article 6, § 1er, 1^o et à l'article 21, 1^o, ils prévoient entre autre que toute personne exerçant depuis plus d'un an et n'ayant fait l'objet d'aucun rapport négatif de l'O.N.E. possède une expérience utile suffisante.

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 28. Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s d'enfants à domicile ainsi que les modalités de la surveillance médicale des enfants.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 septembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 — 41

[S-C — 29503]

23 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders ten huize en de directeurs en directrices van kindertehuizen moeten voldoen alsook van de nadere regels van het medisch toezicht

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.) en inzonderheid op de artikelen 2 en 5;

Gelet op het besluit van 29 januari 1988 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de modaliteiten van het medisch toezicht op deze kinderen;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, lid 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State van 13 juni 1994;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 5 september 1994 genomen beslissing,

Besluit :

TITEL I. — Toepassingsgebied en definitie

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op:

1^o de niet gesubsidieerde onthaalvaders en onthaalmoeders op wie de O.N.E. echter toezicht houdt, hierna de « onthaalvaders » of « de onthaalmoeders » genoemd;

2^o de directeurs en directrices van kindertehuizen, hierna « de directeurs » of « de directrices » genoemd;

3^o de niet bezoldigde onthaalvaders of onthaalmoeders, hierna « de onthaalvaders » of « onthaalmoeders » genoemd.

Art. 2. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder:

1^o onthaalvader of onthaalmoeder: iedere persoon die tegen bezoldiging, overdag of overnacht, ten huize of daar waar zij gewoonlijk verblijft, voorziet in de opvang van kinderen onder de zeven jaar en op die de « O.N.E. » toezicht houdt maar die niet gesubsidieerd is door de « O.N.E. »;

2^o kindertehuizen: elke opvangvoorziening die mits bezoldiging voorziet in de opvang van negen kinderen of meer, onder de zeven jaar, zowel overdag als overnacht, die opgericht is door een of meer privaat- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen en op de organisatie en het personeel waarvan de « O.N.E. » toezicht houdt maar die niet gesubsidieerd is door de « O.N.E. »;

3^o niet bezoldigde onthaalvader of onthaalmoeder: iedere persoon op die de « O.N.E. » toezicht houdt en die ten huize of daar waar zij gewoonlijk verblijft gratis voorziet in de opvang van kinderen onder de zeven jaar, met uitzondering van toevallige opvang en van de plaatsingen in de familie tot de vierde graad.

TITEL II. — Bepalingen die gemeen zijn voor de onthaalvaders en onthaalmoeders en voor de directeurs en directrices van kindertehuizen**HOOFDSTUK I. — Principes**

Art. 3. Bij toepassing van artikel 5 van het decreet van 30.3.1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », moet iedere persoon die in de opvang van kinderen wenst te voorzien daartoe een aanvraag indienen bij de « O.N.E. » of bij het door de « O.N.E. » erkende consultatiebureau voor zuigelingen of bij een door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst.

Art. 4. Die persoon moet over een door het consultatiebureau voor zuigelingen goedgekeurde infrastructuur beschikken.

Zij moet voldoen aan de eisen van de brandweerdienst, zoals bepaald in de reglementen inzake preventie en brand.

Art. 5. Iedere persoon die in de opvang van kinderen voorziet moet zich aan het toezicht van de « O.N.E. » onderwerpen.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden

Art. 6. § 1. Iedere onthaalvader of onthaalmoeder en iedere directeur of directrice van een kindertehuis moeten aan de volgende eisen voldoen:

1° ten minste 21 jaar en ten hoogste 65 jaar oud zijn en bewijzen geven van nuttige opleiding en/of ervaring volgens criteria die de « O.N.E. » geval per geval zal beoordelen;

2° geen andere beroepsbezigheid uitoefenen die onverzoenbaar is met de opvang van kinderen of die hem (haar) tijdens de openingsuren van de opvangvoorziening weerhouden;

3° een voor een openbare dienst bestemd getuigschrift van goed gedrag en zeden overleggen voor iedere persoon boven de 18 jaar die deel uitmaakt van zijn (haar) gezin en/of die vaak in contact met de opgevangen kinderen zou kunnen komen;

4° in het in artikel 16 van dit besluit bepaalde dossier, de volgende documenten ter beschikking van de « O.N.E. » houden of overeenkomstig artikel 18 van dit besluit, de volgende documenten aan de « O.N.E. » voorleggen:

a) het bewijs dat, volgens de door de « O.N.E. » bepaalde nadere regels er bij hem (haar) noch bij de personen die deel uitmaken van het gezin en/of vaak in contact met de opgevangen kinderen zouden kunnen komen, niemand getroffen is door besmettelijke longaanandoening.

b) het bewijs dat hij (zij) zelf en de vrouwelijke leden die de verwekkingsleeftijd bereikt hebben en die deel uitmaken van het gezin en/of vaak in contact met de opgevangen kinderen zouden kunnen komen, geïmmuniseerd zijn tegen rode hond;

c) een geneeskundige verklaring volgens het door de « O.N.E. » opgesteld model waaruit blijkt dat zijn (haar) lichamelijke en psychische gezondheidstoestand en die van de personen die deel uitmaken van zijn (haar) gezin en/of vaak in contact met de opgevangen kinderen zouden kunnen komen, zonder gevaar is voor dezen;

De onthaalvader en onthaalmoeder of de directeur en directrice van kindertehuizen moet uit eigen beweging elke wijziging melden van zijn (haar) gezondheidstoestand en van die van de leden die in zijn (haar) omgeving leven.

d) het bewijs dat zijn (haar) eigen kinderen onder de zeven jaar ingeënt zijn volgens het door de « O.N.E. » voorgeschreven schema.

5° zijn (haar) burgerlijke aansprakelijkheid, zowel voor hem (haar) zelf als voor de personen voor wie hij (zij) verantwoordelijk is, laten waarborgen door een verzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid en beroepsaansprakelijkheid.

6° zich ertoe verbinden de door de « O.N.E. » gemachtigde personeelsleden toe te laten om op 't even welk ogenblik tijdens de openingsuren de lokalen te betreden waar de kinderen gewoonlijk opgevangen worden.

§ 2. Indien de onthaalvader of onthaalmoeder of de directeur of directrice van een kindertehuis voldaan heeft aan de voorwaarden van § 1 van dit artikel 6,

1° moet hij (zij) een gunstig advies bekomen van het door de « O.N.E. » erkende consultatiebureau voor zuigelingen of van een door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst die zijn activiteiten op het grondgebied van de gemeente van de opvangvoorziening uitoefent.

Dit advies wordt uitgebracht op basis van een omstandig sociaal onderzoek waarover een schriftelijk verslag wordt opgesteld.

2° moet hij (zij) van het College van Burgemeester en Schepenen de toelating bekomen bedoeld bij artikel 5 van voornoemd decreet.

De beslissingen tot weigering van de toelating door het College worden met bijzondere redenen omkleed.

Ingeval van weigering of na twee maanden tijd, kan de aanvrager een verzoek om bemiddeling bij de « O.N.E. » indienen.

3° kan het consultatiebureau voor zuigelingen, voor het verlenen van de bij punt 2 van dit artikel bedoelde toelating, een voorlopig advies uitbrengen voor een proefperiode van zes maanden activiteit voor zover het College van Burgemeester en Schepenen zijn principieel akkoord voor deze procedure heeft gegeven.

Na het verlopen van deze termijn, moet de in punt 2 van dit artikel bedoelde toelatingsaanvraag ingediend worden.

HOOFDSTUK III. — Opvangcapaciteit

Art. 7. Het College van Burgemeester en Schepenen bepaalt de opvangcapaciteit op basis van de door de « O.N.E. » bepaalde reglementering, op eensluidend advies van het door de « O.N.E. » erkende consultatiebureau voor zuigelingen of door een door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst

HOOFDSTUK IV. — Medisch toezicht

Art. 8. 1) Wanneer een kind toevertrouwd wordt om te worden opgevangen, bezorgen de ouders aan de onthaalvader of onthaalmoeder of aan de directeur of directrice van het kindertehuis een getuigschrift waarin wordt bepaald dat het kind geen gevaar oplevert voor de gezondheid van de andere opgevangen kinderen en waarop de gekregen inentingen worden vermeld.

2) Elk opgevangen kind moet ingeënt zijn volgens een door de « O.N.E. » bepaald programma. Deze inentingen worden door de geneesheer van het consultatiebureau voor zuigelingen of door een door de ouders gekozen geneesheer gedaan.

Indien de geneesheer van het kind van oordeel is dat een door de « O.N.E. » aanbevolen inenting te onpas komt voor persoonlijke, aan het kind eigen redenen, wordt er melding van gemaakt op het in vorig lid bedoelde getuigschrift.

3) Onverminderd de toepassing van het principe van de vrije keuze van de behandelende geneesheer waarvan de ouders op elk ogenblik gebruik kunnen maken, moet de onthaalvader of onthaalmoeder of de directeur of directrice van een kindertehuis met het kind naar het door de « O.N.E. » erkende consultatiebureau voor zuigelingen of naar de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst gaan om het te laten onderzoeken, eventueel vergezeld door de ouders indien deze de wil ertoe doen blijken.

Het boekje van de medische opvolging van het kind moet altijd met het kind worden meegenomen.

Art. 9. De arts van het door de « O.N.E. » erkende consultatiebureau voor zuigelingen of door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst kan op elk ogenblik eisen dat de onthaalvader of onthaalmoeder of de directeur of directrice van een kindertehuis alsook iedere persoon die met de opgevangen kinderen in contact zou kunnen komen, zich moet onderwerpen aan ieder geneeskundig onderzoek dat hij nodig acht.

Dezelfde bevoegdheid kan toegekend worden aan een door de « O.N.E. » aangewezen arts.

Art. 10. De onthaalvader of onthaalmoeder of de directeur of directrice van een kindertehuis mag een ziek kind aanvaarden op voorwaarde dat een geneeskundige verklaring die verplicht opgesteld is naar het model van de « O.N.E. » getuigt dat het kind geen gevaar oplevert voor de andere opgevangen kinderen.

Art. 11. De opvang van ieder kind dat ernstige psychologische, medische of sociale problemen oplevert en waarvoor een bijzonder opmerkzaam toezicht vereist is, hangt af van de voorafgaande instemming van de door de « O.N.E. » erkende consultatie of van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst die belast is met het toezicht op de onthaalvader of onthaalmoeder.

Deze instemming wordt gegeven naar gelang van:

1° de kennis van de aard van de handicap, op basis van het verslag van de behandelende arts of van de persoon die belast is met het toezicht op de handicap van het kind en de behandeling ervan;

2° de bekwaamheid van de onthaalvader of onthaalmoeder om een gehandicapt kind ten laste te nemen. Deze bekwaamheid wordt beoordeeld door de arts en de medisch-maatschappelijke werker van het door de « O.N.E. » erkende consultatiebureau voor zuigelingen of van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst.

Dezelfde bevoegdheid kan worden toegekend aan een door de « O.N.E. » aangewezen arts.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging en sluiting*

Art. 12. Iedere onthaalvader of onthaalmoeder of iedere directeur of directrice van een kindertehuis moet de « O.N.E. » van te voren schriftelijk op de hoogte brengen van elke verhuizing, van elke wijziging van de lokalen, van elke overneming door iemand anders, van om 't even welke verandering van de voorwaarden inzake opvang en van elke sluiting.

HOOFDSTUK VI. — *Huishoudelijk reglement*

Art. 13. De onthaalvader of onthaalmoeder of de directeur of directrice moet een huishoudelijk reglement opstellen, overeenkomstig de door de « O.N.E. » bepaalde criteria.

Het moet door de ouders geïviseerd worden bij de inschrijving van het kind.

HOOFDSTUK VII. — *Opleiding*

Art. 14. De Regering belast de « O.N.E. » met het vaststellen van de criteria inzake basisopleiding en/of voor degenen die reeds aan het werk zijn.

HOOFDSTUK VIII. — *Evaluatie*

Art. 15. Het consultatiebureau voor zuigelingen evalueert de voorwaarden van de opvang, inzonderheid de lichamelijke, psychische en sociale ontwikkeling van de kinderen en dit rekening houdend met de verwachtingen van de ouders.

TITEL III. — *Bepalingen betreffende de onthaalvaders en onthaalmoeders*

Art. 16. De onthaalvader of onthaalmoeder moet een dossier ter beschikking van de « O.N.E. » houden ten zetel van zijn (haar) activiteiten dat de door de artikelen 6 (3-4-5) en 13 van dit besluit vereiste documenten bevat.

Hij (zij) is verplicht die documenten te laten viseren door de arts of de medisch-maatschappelijke werker van de « O.N.E. ».

Zolang de activiteiten van de onthaalvader of onthaalmoeder duren, moeten die documenten bewaard blijven overeenkomstig de door de « O.N.E. » bepaalde nadere regels.

De niet-inachtneming van de bepalingen bevat in de twee vorige leden moet het consultatiebureau voor zuigelingen ertoe dwingen een ongunstig advies uit te brengen bij het College van Burgemeester en Schepenen, na een laatste termijn van 10 dagen om orde op zaken te stellen.

Ingeval de activiteiten worden stopgezet, moeten deze documenten aan de « O.N.E. » overhandigd worden.

Art. 17. Aantal kinderen.

Het aantal kinderen beneden zeven jaar die aanwezig zijn bij de onthaalvader of onthaalmoeder mag niet hoger zijn dan drie, eigen kinderen beneden drie jaar daarin meegerekend.

Een afwijking voor een vierde en/of een vijfde kind, behoorlijk gemotiveerd door het consultatiebureau voor zuigelingen, kan toegestaan worden in buitengewone gevallen en voor zover de kwaliteit van het onthaal wordt geïviseerd.

In deze gevallen, en met inachtneming van de in artikel 22 van dit besluit omschreven vormen, moet de onthaalvader of onthaalmoeder op bepaalde momenten van de dag geholpen worden.

Deze momenten worden bepaald in overleg met het hogervermelde consultatiebureau voor zuigelingen en moeten in het huishoudelijk reglement opgenomen zijn.

De « O.N.E. » kan door middel van een reglement de praktische nadere regels bepalen voor de toepassing van lid een.

TITEL IV. — *Bijzondere bepalingen betreffende de directeurs en directrices van kindertehuizen*

HOOFDSTUK I. — *Documenten*

Art. 18. Vóór het advies uitgebracht door het consultatiebureau voor zuigelingen ter intentie van het College van Burgemeester en Schepenen, moet de directeur of directrice aan de « O.N.E. » de documenten bezorgen die vereist zijn door de artikelen 6 (3-4-5), 13, 21 (3), 22, 23 en 24 van dit besluit.

Tijdens de activiteiten, worden het duplicaat van deze documenten en elk nieuw document door de directeur of directrice ten zetel van zijn (haar) activiteiten ter beschikking van de « O.N.E. » gehouden en dit zolang de activiteiten duren.

Hij (zij) moet ze laten viseren door de arts of de medisch-maatschappelijke werker van de « O.N.E. ».

De niet-inachtneming van de bepalingen bevat in de leden 1 en 2 moet het consultatiebureau voor zuigelingen ertoe dwingen een ongunstig advies uit te brengen bij het College van Burgemeester en Schepenen, na een laatste termijn van 10 dagen om orde op zaken te stellen.

Ingeval de activiteiten worden stopgezet, moeten de documenten die nog niet in het bezit van de « O.N.E. » zijn, haar overhandigd worden.

HOOFDSTUK II. — *Aantal kinderen*

Art. 19. Het aantal kinderen beneden zeven jaar mag niet hoger zijn dan vierentwintig.

Van dat maximum kan evenwel afgeweken worden :

- voor de kindertehuizen erkend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en die een capaciteit van meer dan 24 plaatsen hebben;
- voor de andere kindertehuizen mits machtiging van de « O.N.E. ».

HOOFDSTUK III. — *Begeleidingsnormen*

Art. 20. De begeleiding van de kinderen binnen het kindertehuis wordt waargenomen door ten minste het volgende personeel:

Voor een capaciteit van	9 kinderen	2 personen
	12 kinderen	2,5 personen
	15 kinderen	3 personen
	18 kinderen	3,5 personen
	21 kinderen	4 personen
	24 kinderen	4,5 personen

Als een reeks is aangebroken, is het vereiste aantal personeelsleden voor de begeleiding van de kinderen het aantal dat bepaald is voor de juist hogere capaciteit.

Zelfs indien er minder dan 9 kinderen aanwezig zijn, moeten ten minste 2 personen de begeleiding waarnemen.

Art. 21. Om door de directeur of directrice in dienst te worden genomen, moet het personeel dat wordt aangeworven overeenkomstig artikel 22 van dit besluit, aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° ten minste 18 jaar en ten hoogste 65 jaar oud zijn en bewijzen geven van nuttige opleiding en/of ervaring;
- 2° geen andere beroepsbezigheid uitoefenen die met het onthaal van kinderen onverzoenbaar is;
- 3° de volgende documenten overleggen:

- a) een getuigschrift van goed gedrag en zeden bestemd voor een openbare dienst;
- b) het bewijs, volgens de door de « O.N.E. » bepaalde nadere regels, dat hij of ze niet getroffen is door een besmettelijke longaandoening;
- c) een medisch attest volgens het door de « O.N.E. » opgesteld model, waaruit blijkt dat zijn of haar lichamelijke en psychische gezondheidstoestand zonder gevaar is voor de opgevangen kinderen.

De directeur of directrice moet uit eigen beweging elke wijziging meedelen van de gezondheidstoestand van zijn (haar) personeel waarvan hij (zij) kennis heeft.

Al deze documenten moeten in het dossier bedoeld in artikel 6 van dit besluit bevat zijn.

d) het bewijs dat hij (zij) zelf en de vrouwelijke leden die de verwekkingsleeftijd bereikt hebben en die vaak in contact met de opgevangen kinderen zouden kunnen komen, geïmmuniseerd zijn tegen rode hond.

Art. 22. De oprichtende macht dient een arbeidsovereenkomst voor bedienden of een samenwerkingsovereenkomst met haar personeelsleden te ondertekenen waarin ten minste de prestatietijd is vermeld.

In elke andere overeenkomst dan in degene onderworpen aan de wet van 3.7.1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor bedienden, moet de opzeggingsduur vermeld staan.

HOOFDSTUK III. — *Kindertehuizen opgericht door een rechtspersoon*

Art. 23. De statuten alsook elke wijziging ervan moeten ter kennis gebracht worden van de « O.N.E. », overeenkomstig artikel 18 van dit besluit.

Art. 24. De rechtspersoon wijst met name een natuurlijke persoon aan uit het personeel, die verantwoordelijk is voor het dagelijks beheer van het kindertehuis.

Deze aanwijzing door het bevoegd orgaan wordt ter kennis gebracht van de « O.N.E. », overeenkomstig artikel 18 van dit besluit.

Art. 25. Wanneer het kindertehuis in een sociaal, opvoedings-, school-, ziekenhuis-, bestuurs-, nijverheids- of commercieel complex is geïntegreerd, moet het beheerd worden als een afzonderlijk geheel.

TITEL V. — *Bepalingen betreffende de niet bezoldigde onthaalvaders of onthaalmoeders*

Art. 26. De niet bezoldigde onthaalvader of onthaalmoeder moet voldoen aan de in lid 2 van artikel 5 van voornoemd decreet bepaalde voorwaarden, namelijk:

- vooraf melding van opvang geven aan het consultatiebureau voor zuigelingen.
- de in overleg met de medisch-maatschappelijke werker en de geneesheer van het door de « O.N.E. » erkende consultatiebureau voor zuigelingen of van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte analoge dienst bepaalde voorschriften in acht nemen.

TITEL VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 27. De onthaalvaders of onthaalmoeders en de directeurs of directrices van kindertehuizen die voldoen aan de voorwaarden van het besluit van de Executieve van 29.1.1988 van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en de onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de modaliteiten van het medisch toezicht op deze kinderen, hebben één jaar tijd om te voldoen aan de voorwaarden van dit besluit, te rekenen vanaf de dag waarop dit besluit wordt bekendgemaakt en maximum tot de dag waarop de kinderen van zelf weggaan.

De criteria inzake opleiding en/of nuttige ervaring bedoeld in artikel 6, § 1, 1° en in artikel 21, 1°, zullen onder andere bepalen dat iedere persoon die sedert meer dan één jaar deze activiteit uitoefent en voor wie geen enkel negatief verslag van de « O.N.E. » werd opgemaakt, voldoende nuttige ervaring heeft opgedaan.

TITEL VII. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Dit besluit houdt opheffing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29.1.1988 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en de onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de modaliteiten van het medisch toezicht op deze kinderen en vervangt dit besluit.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 23 september 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,
belast met de Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

L. ONKELINX

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 95 — 42

17. OKTOBER 1994. — Dekret zur Billigung folgender internationaler Rechtsakte :

1. Europa-Abkommen zur Gründung einer Assoziation zwischen den Europäischen Gemeinschaften und ihren Mitgliedstaaten einerseits und Rumänien andererseits, die Protokolle 1, 2, 3, 4, 5, 6 und 7, Anhänge I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII und XIX sowie die Schlußakte, unterzeichnet zu Brüssel am 1. Februar 1993;
2. Europa-Abkommen zur Gründung einer Assoziation zwischen den Europäischen Gemeinschaften und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Bulgarien andererseits, die Protokolle 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 und 8, Anhänge I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV und XVI, sowie die Schlußakte, unterzeichnet zu Brüssel am 8. März 1993 (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es :

Einziger Artikel. Folgende internationale Rechtsakte sind, was die Deutschsprachige Gemeinschaft betrifft, uneingeschränkt wirksam :

1. Europa-Abkommen zur Gründung einer Assoziation zwischen den Europäischen Gemeinschaften und ihren Mitgliedstaaten einerseits und Rumänien andererseits, die Protokolle 1, 2, 3, 4, 5, 6 und 7, Anhänge I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII und XIX sowie die Schlußakte, unterzeichnet zu Brüssel am 1. Februar 1993;
2. Europa-Abkommen zur Gründung einer Assoziation zwischen den Europäischen Gemeinschaften und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Bulgarien andererseits, die Protokolle 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 und 8, Anhänge I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV und XVI, sowie die Schlußakte, unterzeichnet zu Brüssel am 8. März 1993.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 17. Oktober 1994.

Der Minister-Präsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

J. MARAITE

Der Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,

B. GENTGES

Der Minister für Medien, Erwachsenenbildung, Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung,

K.-H. LAMBERTZ

(1) *Sitzungsperiode 1994-1995 :*

Dokumente des Rates. — Dekretentwurf : 130 - Nr. 1. — Bericht : 130 - Nr.-2.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 17. Oktober 1994.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 95 — 42

17 OCTOBRE 1994. — Décret portant assentiment aux actes juridiques internationaux suivants :

1. Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part et la Roumanie d'autre part, les Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, les Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII et XIX et l'Acte final, signés à Bruxelles le 1^{er} février 1993
2. Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part et la Bulgarie d'autre part, les Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, les Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV et XVI et l'Acte final, signés à Bruxelles le 8 mars 1993 (1)

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Les actes juridiques internationaux suivant produisent leur plein et entier effet en ce qui concerne la Communauté germanophone :

1. Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part et la Roumanie d'autre part, les Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, les Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII et XIX et l'Acte final, signés à Bruxelles le 1^{er} février 1993;